

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE
ALI BONGO ONDIMBA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT

10, 11 DÉCEMBRE
2018
LIBREVILLE

DEPUIS 2014

AFRICA AGRI FORUM

Transformation agricole, le défi africain

CO-HOST



Rapport Post Événement AAF 2018



PARTENAIRES

EN PARTENARIAT AVEC



Ministère de l'Agriculture,
de l'Élevage, Chargé du Programme Graine
Gabon

CO-HOST



SPONSORS GOLD



INNOVATION PARTNER



SPONSORS SILVER



SPONSORS BRONZE



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



PARTENAIRE SCIENTIFIQUE



EN COLLABORATION AVEC



Partenaires Média





Naiké Mba Ndong
Modératrice Générale

Depuis la déclaration de Malabo, le secteur agricole s'est fixé de nouveaux objectifs qui lui permettraient d'accélérer sa transformation et d'assurer son rôle de créateur de richesses et générateur d'emplois. Aujourd'hui et malgré les réalisations notables, un long chemin reste à parcourir pour débloquer le plein potentiel d'un secteur hautement stratégique pour le développement du continent.

De plus, Analystes et experts s'accordent à dire qu'une transformation réussie passe par un nombre de prérequis institutionnels, structurels et organisationnels qui favoriseront une meilleure synergie entre l'ensemble des acteurs publics et privés et qui peuvent enclencher une réelle dynamique de développement.

C'est fort de ce constat que l'organisation l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture et de l'élevage chargé de la mise en œuvre du programme graine, le Africa Agri Forum 5^{ème} édition se veut une plate-forme d'échanges entre les professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Nombre de panels ont été au menu de ce conclave, qui s'est tenu du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture ainsi que l'innovation et la modernisation du secteur.

En Tant qu'acteur principal de l'investissement au Gabon et promoteur des filières moteur de croissance, l'ANPI- Gabon est intervenu lors la première session plénière dont le thème était **STIMULER L'INVESTISSEMENT POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION** ; une séance qui s'est tenue le lundi 10 décembre 2018 de 15h à 17h00.

Les questions abordées étaient les suivantes :

- Quelles analyses faire des stratégies d'investissement dans le secteur agricole et agroalimentaire en Afrique ?
- Quels sont les fondamentaux d'une stratégie cohérente et d'un cadre d'investissement incitatif ?
- Comment cela impactera-t-il la transformation du secteur ?

- Politique des plans sectoriels : Est-ce la voie vers un décollage de l'investissement ?
- Quelles synergies faut-il créer entre les acteurs clés publics et privés ?

Dans ce panel, les experts se sont accordés sur les points suivants :

Aucune région au monde ne s'est jamais industrialisée sans transformer son secteur agricole. Pour les économies africaines, l'agriculture - qui représente 16,2 % du PIB du continent et fournit du travail à plus de 60 % de sa population - est la clé de l'accélération de la croissance, de la diversification et de la création d'emplois.

Par le passé, l'agriculture était perçue, non pas comme un secteur créateur de richesses, mais comme le moyen, pour les organisations de développement humanitaire, de lutter contre la pauvreté. Or l'agriculture africaine recèle un formidable potentiel, notamment en matière d'investissements. Quelque 65 % de toutes les terres arables non cultivées dans le monde se trouvent en Afrique.

De ce fait, l'agriculture constitue la principale source de revenus en Afrique, mais le fait que son potentiel n'est pas encore pleinement exploité explique en partie la persistance de la pauvreté et la détérioration de la sécurité alimentaire sur le continent, avec comme conséquence l'augmentation prévue du nombre de personnes touchées par la malnutrition en Afrique pour passer d'environ 240 millions d'habitants en 2014 à environ 320 millions à l'horizon 2025.

De plus, Au regard des défis croissants liés aux changements climatiques, l'agriculture résiliente au climat n'est plus une option, mais plutôt une impérieuse nécessité de toute stratégie en vue de garantir l'obtention de résultats, y compris à court terme. Nous parlons alors d'agriculture verte.

Il y a certaines des manquements, mais nous restons optimistes sur l'impact de cette stratégie tant au niveau national que sur l'échelle continentale.

La transformation du secteur de l'agriculture peut et doit entrer une réalité pour garantir un impact vital sur la croissance inclusive à travers le continent.

Le succès de la transformation dépend donc du rôle



pilote des entreprises ainsi que de la réalisation des trois conditions simultanées suivantes :

- la diffusion à large échelle des technologies et intrants concourant à l'accroissement de la productivité, avec en outre une forte intensité d'intrants et une forte intensité de capital ;
- l'élaboration de structures et mécanismes d'incitation sur le marché des intrants et extrants, à même de garantir la pleine réalisation de la valeur de l'accroissement de la production ;
- un secteur privé dynamique et bien fonctionnel, à même de gérer et d'allouer les compétences et le capital requis pour amplifier le succès de l'émergence et promouvoir une croissance durable et à long terme de l'agro-industrie.

Ce qu'il faut savoir, Les terres africaines de culture et d'élevage se dégradent de plus en plus, amenant ainsi les agriculteurs à faire face à la baisse des rendements.

Il est donc nécessaire de recourir de plus en plus à une agriculture tenant compte du climat, s'est-il-dire à une agriculture centrée sur l'utilisation efficiente des intrants, résiliente aux changements climatiques et concourant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Si l'on prend le cas du Gabon, La redynamisation du secteur agricole est au centre du PSGE, tant dans ses composantes Gabon Vert que Gabon Industriel, pour la composante agro-industriel.

Avec plus de 10 000 emplois agricoles créés sur la période 2009 – 2016, l'agriculture a été une contributrice déterminante à la redynamisation des créations d'emplois au Gabon.

La poursuite des programmes de promotion de l'agriculture et les plans de compétitivité filière pour les différentes spéculations végétales et animales (café, cacao, manioc, banane, hévéa, ovin, porcins, bovins, etc.) dynamiseront l'investissement privé et la création de plusieurs milliers d'emplois agricoles.

En concertation étroite avec les opérateurs et les coopératives rurales, le Gouvernement entend mener les initiatives suivantes :

- Mettre l'accent sur la régularisation du foncier agricole ;
- initier une Campagne nationale de distribution des agréments techniques aux exploitants agricoles, leur donnant droit aux facilités liées ;
- Aménagement des zones franches agricoles
- Accélération du programme GRAINE et campagnes de sensibilisation pour augmenter le nombre de volontaires au programme et leur implication active pour des rendements optimaux ;
- Promotion active des investissements agroindustriels
- Distribution des semences et intrants, et accompagnement technique pour la relance des cultures de café et cacao.

La Stratégie pour la transformation de l'agriculture africaine en particulier celle du Gabon doit être guidée par les principes suivants :

- Les « compacts » et « plans d'investissement » nationaux du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, le cas échéant, seront le point de départ des efforts nationaux dans le domaine de la transformation.

- Tirer parti du secteur privé : Il s'agira d'attirer des investissements du secteur privé aux niveaux mondial, régional et national, à travers la promotion du cofinancement des projets et les efforts visant à attirer les opérateurs du secteur privé.

Concernant le Gabon il faudrait intensifier les Partenariats : La collaboration entre les différentes parties prenantes intervenant dans le secteur de l'agriculture, y compris les partenaires au développement, les entités du secteur privé, les institutions communautaires et les entités de la société civile, est d'une grande importance.

Il est souhaitable d'avoir une approche axée sur les entreprises : Il est indispensable de revoir la perception de l'agriculture en tant que « mode de vie » ou système de bien-être social pour en faire plutôt une activité commerciale, en veillant à instituer un programme de transformation facilité par le secteur public, mais piloté par le secteur privé.

En somme, l'agriculture se traduit en un développement



économique fort et durable qui crée de la richesse dans tous les pans de l'économie.

L'Afrique ne peut se permettre de manquer les occasions de créer de tels liens, où et quand que ce soit. Nous devons réduire les pertes tout le long de la filière alimentaire, c'est-à-dire depuis l'exploitation agricole jusqu'à la vente de détail, en passant par le stockage, le transport et la transformation.

A noter le que le panel était composé de :

- > Jean-Christophe Debar, Directeur Général, FARM
- > Ghislain Moandza Mboma, Directeur de la Promotion des investissements, ANPI-Gabon
- > Patrick L'arrivée, Managing Partner, Dentons
- > Olivier Stintzy, Partner, Édifice Capital
- > Angela Adibet, Associée, Deloitte Gabon (Modératrice Panel).

Key actions :

Ce forum a également été l'occasion de procéder au lancement officiel du Recensement général de l'agriculture (RGA).

« Lancer officiellement le RGA au cours de cette rencontre, vise à montrer l'importance que le gouvernement accorde au développement de l'agriculture » a déclaré le directeur national du RGA, Francis Thierry Tiwinot, en présence du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et certains membres du gouvernement, dont Mme Madeleine BERRE, Ministre de la Promotion des Investissements et des Partenariats public-Privés.

Ce recensement se déroulera en trois phases.

- > La première est relative à l'accès aux mobiles de base comprenant des questionnaires pour recueillir des informations relatives aux activités agricoles, piscicoles, aquacoles au sein des ménages et sur les villages.
- > La deuxième est relative à l'enquête de production.
- > La troisième se rapporte à l'enquête sur l'horticulture, le maraîchage, la pisciculture.

Une démarche aidera le gouvernement à redéfinir sa politique agricole pour la sécurité alimentaire, sur la base des données statistiques fiables et récentes, ainsi que la mise œuvre d'une meilleure politique pour la lutte contre la

pauvreté et l'insécurité alimentaire au Gabon.

Cette initiative est appuyée par la Banque mondiale, grâce à un prêt de 2 millions de dollars, soit 1 milliard 159 millions de francs CFA, destiné au développement de la statistique du Gabon.

De plus, à l'issue de ces deux jours, la « Déclaration de Libreville » a été signée et ratifiée par les pays membres. Inviter les États à produire des statistiques fiables et nécessaires à la visibilité des investissements et primordiales à l'introduction de l'Agri Tech ainsi qu'une mobilisation générale pour l'accélération de la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) par les divers pays de l'Union africaine (UA) face aux défis de l'urgente transformation agricole.

Les participants ont sollicité aussi l'UA à s'associer à l'Africa Agri Forum afin d'encourager la jeunesse africaine à intégrer le secteur de l'agriculture et d'organiser une concertation entre les secteurs public-privé et rendre l'agriculture « plus sexy ».

La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des certificats aux exposants locaux venus présenter leurs produits de terroir et échanger avec des experts et professionnels du secteur en vue de trouver des opportunités de financement ou de nouer des partenariats.



Avec plus de 500 participants, la cinquième édition de l'Africa Agri Forum confirme sa dimension régionale en tant que plateforme incontournable des professionnels du secteur agricole pour partager des expériences riches liées au développement d'une agriculture inclusive et durable en Afrique.





L'espace B2B a permis aux partenaires de mettre en avant leurs expertises, savoir-faire, produits et services auprès d'une audience ciblée représentant la communauté agricole en Afrique francophone.



Le diner VIP était une opportunité pour les décideurs participant au forum de networker et nouer des partenariats dans une ambiance conviviale.



Biendi Maganga-Moussavou

Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Gabon

“ Les gouvernements africains doivent prendre la pleine mesure de l'importance d'assurer ensemble une sécurité alimentaire et nutritionnelle panafricaine d'ici 2030. Cet objectif passe par l'augmentation massive des productions agricoles et des changements transformationnels des systèmes alimentaires pour une prospérité partagée entre africains d'abord et entre l'Afrique et les autres continents. ”

Radia Garrigues

Directrice Executive, JA Gabon

“ Ces deux jours ont été très riches pour nous car ce fut l'occasion de mieux comprendre les enjeux de l'agriculture à l'échelle africaine, de rencontrer des experts du domaine, des gouvernements, de faire connaître nos startups innovantes mais aussi de devenir le premier pays pilote de Digital Africa, initiative du Président Emmanuel Macron, qui vient en soutien aux startups africaines. ”

Moussa Seck Executive

Chairman, Agraria Africa

“ Africa Agri Forum devient au fil des années le forum agricole le plus couru sur le sol africain. AAF 2018 a enregistré un record de participants à l'ouverture avec la participation du Premier Ministre de la République du Gabon, de la Commissaire à l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine et de plusieurs Ministres et d'experts. ”

Mohamed Benzekri

Vice-Président, OCP Africa.

“ L'agriculture est l'avenir de l'Afrique vu son potentiel considérable et son rôle décisif pour lutter contre la pauvreté, favoriser la croissance de l'économie du continent et stimuler la création d'emploi. ”



S.E. Emmanuel Issoze Ngondet
Premier Ministre
Gabon



S.E. Pape Diallo dit Zator Mbaye
Pape Diallo dit Zator Mbaye
Ministre Conseiller auprès de la
Présidence de la République du
Sénégal



S.E. Madeleine Berre
Ministre de la promotion des
Investissements et des Partenariats
Publics-Privés, Gabon



**S.E. Sacko Josefa
Leonel Correia**
Commissaire de l'Union
africaine à l'économie rurale et à
l'agriculture



S.E. Biendi Maganga Moussavou,
Ministre de l'Agriculture, de
l'Élevage, chargé de la mise
en œuvre du programme Graine,
Gabon



Serge Thierry Mickoto
Directeur Général
FCIS



Dr Yankam Njonou Rabelais,
Inspecteur Général du
Développement Agricole,
Ministère de l'agriculture et du
Développement Rural,
Cameroun



Hervé Pillaud
Responsable Cluster Agricole,
Digital Africa



Frédéric Massé
Head of Africa agriculture
Industry



Mohammed Benzekri
Vice President West Africa
OCP Africa



Marlyse Hangamalongo Mapaga,
CEO, Wagui
Gabon



Radia Garrigues
Directrice Exécutive
JA Gabon



Olivier Stintzy
Partner
Edifice Capital



Angela Adibet
Associée
Deloitte Gabon



Mustapha Chehhar
Directeur du Domaine Vert
Groupe Crédit Agricole du Maroc



Hervé Omva Ovono
Coordonateur des programmes
IDRC Africa



Aphrodice Mutangana
CEO, Klab
Rwanda



Borice Evard Efova Aba'a
CEO, Agri Business Activities
Gabon



Aboubacar Sidy Sonko
CEO, Mlouma
Sénégal



Moukoubi Yonnelle Dea
Expert semencier, Chargée de
Recherches, CAMES, Gabon



Cheick Diarra
CEO, Agribusiness Incubator
Mali



Andy Boumah
CEO, ADIS, Gabon
Challengers



Nicolas Balesme
Managing Partner
Deloitte Gabon



Erik Watremez, Country
Managing Partner,
Francophone Africa , EY



Theophile Ogandaga
Directeur Général Adjoint,
Groupe OLAM



Jean-Christophe Debar
Directeur Général
FARM



Abdoulaye Diongue
Directeur Général
Nestlé Gabon



Hélder Muteja
Coordinateur sous-régional pour
l'Afrique Centrale, FAO



Abdoulaziz Diallo
Country Manager
OCP Africa



Moandza Mboma Ghislain
Directeur en Charge de la Promotion
des Investissements, ANPI



Moussa Seck
Chairman
Agraria Africa





Forum Africa Agri : la Déclaration de Libreville appelle à redynamiser les zones rurales

Après deux jours de travaux, les participants au Forum Africa Agri ont appelé hier à Libreville, les gouvernements africains à mobiliser et associer la jeunesse pleine d'énergie pour redynamiser les zones rurales africaines. Dans leur communiqué final baptisé « Déclaration de Libreville », ils ont aussi invité les Etats à produire des statistiques fiables et nécessaires à la visibilité des investissements et primordiales à l'introduction de l'AgriTech.

Les participants ont plaidé également pour l'échange et le partage d'expériences afin de faire converger les actions de l'ensemble des acteurs de l'écosystème vers la matérialisation de la vision de développement économique de chacun des pays et du continent africain.

De même, ils ont invité à une mobilisation générale pour l'accélération de la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) par les divers pays de l'Union africaine (UA) face aux défis de l'urgente transformation agricole.

Les participants ont sollicité aussi l'UA à s'associer à l'Africa Agri Forum afin d'encourager la jeunesse africaine à intégrer le secteur de l'agriculture et d'organiser une concertation entre les secteurs public-privé.

Initié par l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, le Forum Africa Agri Forum se veut une plate-forme d'échanges entre les professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés. Nombre de panels ont été au menu de ce conclave qui s'est tenu du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des certificats aux exposants locaux venus présenter leurs produits de terroir et échanger avec des experts et professionnels du secteur en vue de trouver des opportunités de financement ou de nouer des partenariats.

Les organisateurs ont décidé d'organiser la prochaine édition du Forum Africa Agri également dans la capitale gabonaise Libreville.



Africa agri forum 2018 : La quête d'une agriculture performante

Organisé par i-conférences en partenariat avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'Agriculture, la 5e édition de l'Africa agri forum s'est ouverte le 10 décembre à Libreville.

«Transformation agricole, le défi de demain», c'est l'ambitieux thème de la 5e édition de l'Africa agri forum dont les travaux sont ouverts le 10 décembre à Libreville. Ces assises visent à proposer des solutions pour sortir l'agriculture de l'ornière, et en faire une variable stratégique de développement économique.

«Nous organisons l'édition 2018 à Libreville car le Gabon a une vision agricole ambitieuse que i-conférences souhaite accompagner et partager avec les pays de l'Afrique francophone», a déclaré le président de i-conférences, Hassan M. Alaoui.

Le rôle d'OCP Africa, a-t-il indiqué, est «de définir les besoins des agriculteurs africains et trouver des solutions adaptées pour libérer ce potentiel, en passant d'une agriculture de subsistance vers une agriculture moderne et créatrice de valeurs». «Notre approche repose sur l'utilisation des matières premières africaines et leur transformation sur le continent pour produire de bons grains», a-t-il indiqué.

Une approche qui recoupe celle du ministre gabonais de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou, pour soustraire le continent de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Selon ce dernier, l'Afrique constitue un immense marché caractérisé par deux faits inquiétants. «D'abord, le recours massif de nos Etats aux importations alimentaires qui passeraient de 35 milliards de dollar en 2016 à 105 milliards en 2030, selon les projections de la Banque africaine de développement. Ensuite, nous affichons une vulnérabilité face à la famine, à la malnutrition, en plus d'un important chômage des jeunes et des femmes».

Pour remettre les choses à l'endroit, Biendi Maganga Moussavou appelle l'Afrique à passer à l'action. L'agriculture africaine doit nourrir l'Afrique et constituer le levier le plus sûr pour sortir l'Afrique de la pauvreté. «Elle en a le potentiel, mais il faut y consacrer des ressources importantes», une volonté politique forte et constante, des réformes courageuses, un financement soutenu et un partenariat sud-sud conséquent, a-t-il plaidé.

Auteur : Alix-Ida Mussavu



Agriculture : Le recensement général est lancé

Profitant de la 5e édition de l'Africa agri forum qui s'est ouvert à Libreville le 10 décembre, le gouvernement gabonais a lancé le Recensement général de l'agriculture (RGA). Etalé sur 3 ans, son objectif est de doter le Gabon de statistiques fiables et actualisées.

Le Gabon a décidé de se doter de statistiques fiables et actualisées à travers l'organisation d'un Recensement général de l'agriculture (RGA). L'opération a été lancée le 10 décembre, au cours des assises de l'Africa agri forum 2018. «Lancer officiellement le RGA au cours de cette rencontre, vise à montrer l'importance que le gouvernement accorde au développement de l'agriculture» a déclaré le directeur national du RGA, Francis Thierry Tiwinot, en présence du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et certains membres de son cabinet.

L'opération se déroulera en trois phases. La première est relative à l'accès aux mobiles de base comprenant des questionnaires pour recueillir des informations relatives aux activités agricoles, piscicoles, aquacoles au sein des ménages et sur les villages. La deuxième est relative à l'enquête de production et la troisième se rapporte à l'enquête sur l'horticulture, le maraîchage, la pisciculture.

Selon Francis Thierry Tiwinot, cette démarche aidera le gouvernement à redéfinir sa politique agricole pour la sécurité alimentaire, sur la base des données statistiques fiables et récentes, ainsi que la mise œuvre d'une meilleure politique pour la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Gabon.

«Cette base de données, permettra de mieux calibrer les interventions du secteur public comme du secteur privé et d'améliorer l'écosystème en l'optimisant, en permettant un meilleur accès au foncier, un meilleur accès au financement, un meilleur accès au conseil agricole, à l'assurance, etc.» a estimé le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou.

Cette initiative est appuyée par la Banque mondiale, grâce à un prêt de 2 millions de dollars, soit 1 milliard 159 millions de francs CFA, destiné au développement de la statistique du Gabon. L'opération se déroulera sous l'assistance technique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao).

Auteur : Alix-Ida Mussavu



Agriculture : Libreville Hôte D’Africa Agri Forum

La cinquième édition d’Africa Agri Forum s’est ouverte le 10 décembre 2018 à Libreville en présence du premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet. Deux jours de réflexion pour aboutir sur des propositions d’actions pouvant garantir un accès à la sécurité alimentaire de l’Afrique centrale, partant de l’Afrique.

Ce sont plus de 300 participants venus d’une vingtaine de pays qui ont pris part à la cinquième édition d’Africa Agri Forum tenue à Libreville du 10 au 11 décembre 2018, sous la thématique, « Transformation agricole, le défis africain ». Placé sous le haut patronage du président de la République Ali Bongo Ondimba, la cérémonie d’ouverture s’est déroulée le lundi 10 décembre 2018 en présence du premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet.

Pour le président d’i-conférences, Hassan M. Alaoui, l’édition 2018 du Forum se propose d’analyser les défis relatifs à la transformation agricole auxquels font face la majorité des pays, dans un esprit Sud/Sud. Mais aussi, une opportunité pour dresser un bilan d’étapes, et échanger entre gouvernements investisseurs privés et organismes de financements sur les voies de mise en œuvre de cette vision.

« Malgré la déclaration de Malabo de 2014 sur une croissance accélérée de l’agriculture et une transformation pour une prospérité partagée, qui a permis de définir des plans d’action visant à enclencher une réelle dynamique de transformation, beaucoup reste à faire et de nombreux défis subsistent », a-t-il signifié.

Le ministre de l’Agriculture et de l’Elevage, chargé du programme Graine, Biendi Maganga Moussa, a indiqué que la thématique choisie a pour but d’interpeller les gouvernements africains à prendre la pleine mesure de l’importance d’assurer ensemble la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l’horizon 2030. Toute chose qui inclut une augmentation massive des productions agricoles et des changements comportementaux afin de parvenir à une réelle prospérité partagée entre africains d’abord et tous les autres continents par la suite.

Par ailleurs, selon les données de la Banque africaine de développement (BAD), les importations alimentaires des pays africains passeraient de 35 milliards de dollars en 2016 à 105 milliards en 2030. « Cela appelle un commentaire, ces importations constituent des investissements que nous ne faisons pas dans nos propres économies, qui auraient pu permettre d’assurer de la création d’emplois plutôt que d’assurer la prospérité des pays qui nous vendent ce que nous pouvons produire et transformer nous-mêmes», a interpellé le ministre de l’Agriculture.



Agriculture : Le Gabon Lance Le Recensement Général De L'Agriculture

Il s'agit, selon les décideurs, d'actualiser les données statistiques nationales, vieilles de plus de 40 ans, en vue d'une meilleure planification du secteur rural devant permettre de formuler des stratégies et politiques adaptées, et un meilleur suivi des réalisations.

En marge de l'ouverture de la cinquième édition d'Africa Agri Forum, le gouvernement gabonais a procédé, le 10 décembre, au lancement du Recensement général de l'Agriculture, Système permanent intégré des Statistiques agricoles et Country STAT (RGA-SPISA-CountrySTAT).

Plus de 40 ans après le dernier recensement agricole qui s'est déroulé en 1972, il s'agit pour le Gabon d'avoir un système d'informations sur l'agriculture, notamment une idée précise sur les capacités de production de l'agriculture nationale pour la mise en œuvre de politiques adaptées.

Selon le directeur général de la Statistique, Francis Thierry Tiwinot, le recensement se déroulera en trois phases. Notamment une première phase qui concerne le dénombrement de chaque ménage à travers des interviews sur le nombre de personnes qui composent le ménage, les personnes exerçant une activité agricole ; une seconde phase qui consiste à revenir vers ces ménages pour faire l'enquête agricole pour avoir une idée sur leur production, la périodicité, la rentabilité ; un questionnaire communautaire adressé aux communautés spécifiques et aux structures bien identifiées pouvant permettre de décrire le paysage agricole. Et, enfin, il y aura une enquête de production d'une durée de trois ans.

« Ce qu'on veut savoir, c'est que malgré notre dépendance, est-ce qu'il y a un potentiel agricole ? S'il n'y a pas, qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer ce potentiel ? En réalité, c'est la base même qu'il faut avoir, c'est ce que nous allons rechercher et pour les unités qui existent, l'agriculture, l'élevage, la pêche et autres, quelles sont leurs capacités ? », explique le directeur général.

En clair, le projet qui bénéficie du soutien financier de la Banque mondiale, devra permettre d'améliorer la production et la diffusion des statistiques agricoles en vue de répondre aux besoins en données pour le pilotage et/ou le suivi du Plan stratégique Emergent à l'horizon 2025 (PSGE-vision 2025) et des Objectifs du développement Durable (ODD). Les activités préliminaires qui ont démarré en 2018 et devraient s'achever en 2021 sont pilotés par une équipe mixte, constituée d'experts de la direction générale de la statistique du ministère de l'Economie et des techniciens du ministère de l'Agriculture.



Africa Agri-forum 2018 : le Gabon intéressé par le modèle de financement marocain

Le modèle de financement marocain de l'agriculture a récemment retenu l'attention des autorités gabonaises, car apprécié par les "agripreneurs" gabonais lors de sa présentation à la séance plénière consacrée au financement de l'Agriculture africain.

Selon les données des banques à ce jour, seulement 6% des agriculteurs africains ont accès aux prêts bancaires. Un pourcentage qui semble insignifiant face aux défis qui se présentent aux agriculteurs africains, afin de réduire l'enveloppe affectée à l'importation des produits alimentaires.

Pour certains participants au forum, la question de l'acquisition du foncier est l'une des principales raisons d'inaccessibilité des agriculteurs aux crédits alors que le modèle marocain, pour remédier à cette problématique, s'est inspiré d'un modèle innovant, lequel a permis de financer la totalité de l'Agriculture.

«Nous avons créé une institution de méso-crédit qui finance des exploitations agricoles qui ne peuvent pas produire des titres fonciers. (...). Donc avec la micro finance, la méso-finance et des banques classiques, nous finançons la totalité des projets viables qui présentent une certaine rentabilité», a expliqué le directeur du Domaine vert du groupe Crédit agricole, Mustapha Chehhar. Ajoutant que «Cette approche de financement est basée sur l'approche filière globale, sur la confiance sur 5 ans, sur la convention tripartite avec les grands opérateurs économiques, qui collectent la production et qui nous virent les recettes des agriculteurs sur nos comptes, pour prélever au moins 20% en remboursement. Et tout cela sécurise ! En fait, on peut financer toute l'agriculture, même si elle est risquée, si on a des mécanismes et une approche qui "dé risque" le financement, comme le disent les banquiers».

Au vu des opportunités que présentent ledit modèle, les autorités gabonaises envisagent élargir la connaissance sur le modèle marocain. «Nous en avons discuté avec le ministre gabonais de l'agriculture et il est très intéressé. On va avoir des échanges pour revenir au Gabon, afin de mieux expliquer ce modèle», a déclaré Mustapha Chehhar.

Il est à noter que c'est un modèle qui est déjà partagé dans plusieurs pays africains, anglophones et francophones et le groupe Crédit Agricole se dit être «prêt à le faire avec le Gabon». Même si certains agriculteurs pensent avoir plus besoin des services venant d'ailleurs que des financements, car disent-ils, «l'Agriculture apporte plus qu'elle ne reçoit de financement».

Durant les échanges en séance plénière, plusieurs propositions ont été faites afin de booster le secteur agricole. Il s'agit, entre autres, de la création d'une ou des zone (s) agricole (s), la défiscalisation de plusieurs produits agricoles, la mise en place d'un site de vente des produits des "agripreneurs" gabonais.

Florine Angue



Lancement du recensement général de l'Agriculture au Gabon

Dans le cadre de l'ouverture, ce lundi à Libreville, de l'Africa Agri-forum 2018, le gouvernement gabonais a lancé, en présence du Premier ministre gabonais, Emmanuel Issoze Ngondet, le Recensement général de l'Agriculture (RGA), 40 ans après le dernier recensement.

Avec l'appui de la Banque mondiale et de la FAO, ce recensement a pour objectif globale de collecter les données structurelles sur l'Agriculture au Gabon, au sens large ainsi que les données détaillées sur l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire, la pêche et l'aquaculture, l'horticulture, etc.

Piloté par les experts de la direction générale de la Statistique du ministère de l'Economie et des techniciens du ministère de l'Agriculture, le RGA procèdera par un système d'interview assisté par ordinateur.

Cette opération se déroulera en trois phases. La première phase correspond à l'étape des questions à l'endroit des ménages, communautés, exploitants traditionnel et moderne liés au ménage ou aux entreprises ; la deuxième phase est l'administration des modules supplémentaires relatifs à l'enquête de production et la dernière phase concerne l'enquête sur l'horticulture, la pisciculture et le maraîchage.

Ce projet, qui s'achèvera en 2021, permettra de mettre en place un dispositif qui intégrera des mécanismes de formation, de transfert de technologie, de sécurisation de base de données et de géolocalisation permettant de générer une base de données «dynamiques».

Florine Angue



Forum Africa Agri : l'accès au financement, principale entrave à la transformation de l'agriculture dans le continent.

Le problème lié à l'accès au financement est le principale entrave se dressant devant la transformation de l'agriculture africaine en un secteur moderne et créateur de valeur, ont souligné lundi à Libreville des participants au « Forum Africa Agri ».

D'après les panélistes, l'agriculture africaine demeure dans la majorité des cas de subsistance et familiale en raison de la taille assez réduite des terres cultivées, ce qui empêche la modernisation des modes de production et le déploiement des investissements pour promouvoir le secteur et le rendre rentable, ont estimé les panélistes lors des sessions consacrées à la transformation du secteur en Afrique.

A cet égard, la Commissaire de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko a souligné que l'agriculture est marginalisée en termes de mobilisation des ressources et de financement, notant que face à cette situation, les chefs d'État des pays africains ont lancé en 2003 la déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans laquelle ils se sont engagés à mettre en œuvre le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) à travers l'allocation de 10 pc des dépenses publiques pour le développement agricole et rural en vue d'atteindre un taux de croissance agricole moyen annuel de 6 pc.

Et d'ajouter qu'en 2014, à peine 10 pays africains ont pu mettre en oeuvre ce programme et avoir 6 pc de croissance agricole, notant que dans le premier rapport biennal sur l'agriculture présenté en janvier 2018 à Addis Abeba, 20 pays seulement ont pu se conformer aux engagements pris à Malabo en 2014 pour la transformation de l'agriculture dans le continent notamment le Rwanda, le Mali, le Maroc.

Pour sa part, le ministre gabonais de l'agriculture et de l'élevage, Biendi Maganga-Moussavou a souligné que la transformation de l'agriculture requiert une volonté politique forte et constante, des réformes courageuses et un financement soutenu notamment dans la recherche et les infrastructures, notant que face à la problématique liée au manque de données sur le secteur et au faible accès au financement, le Gabon a décidé de se doter de statistiques fiables et actualisées au travers un recensement général de l'agriculture et de lancer des partenariats public-privé dans le cadre du plan Gabon vert.

De son côté, M. Hélder Muteia, Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale a souligné que 250 millions souffrent en Afrique de la faim dont 90 pc sont des agriculteurs, expliquant que les agriculteurs sont concentrés sur quelques produits

comme le manioc, les arachides, ce qui n'assure pas la sécurité alimentaire des pays, outre les aléas des changements climatiques et la sécheresse qui frappe la plupart des pays.

Et de relever que le manque de financement entrave le développement de la production, la modernisation des infrastructures et la commercialisation des produits qui doivent être diversifiés et adaptés aux besoins de la population, appelant à la modernisation des infrastructures, la résolution du problème du foncier pour susciter l'intérêt des établissements de financement et à l'implication du secteur privé pour pouvoir transformer le secteur dans le continent.

Quant à M. MBaye Papa Dialo dit Zator, ministre conseiller à la présidence-Sénégal, il a expliqué qu'au niveau de son pays, il fallait changer les paradigmes en apportant des réformes et des ressources nécessaires afin de développer le secteur agricole, citant dans ce sens l'adoption du « Plan REVA ou Retour Vers l'Agriculture » qui assigne pour objectif de fixer les populations notamment les jeunes et les femmes dans leurs terroirs et d'augmenter significativement la production agricole notamment celle horticole.

Il a dans ce sens mis l'accent sur l'importance du financement dans le secteur agricole, le transfert de technologie et l'adaptation de la production agricole au besoin de la population pour assurer la sécurité alimentaire et permettre à l'agriculture de devenir un secteur créateur de valeur.

Pour le représentant de la BAD, Masumbuko Robert, le financement de l'agriculture fait face à plusieurs entraves notamment le manque d'intérêt des établissements bancaires, les investissements conséquents que nécessite l'agriculture, outre le temps assez long du retour sur investissement, notant que la plupart des établissements financiers ne disposent pas de services dédiés à ce secteur, en plus du manque de visibilité dû à l'absence de données et de statistiques sur ce secteur.

Initié par l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, le Forum Africa Agri Forum se veut une plate-forme d'échanges entre plus de 400 professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Plusieurs panels figurent au menu de ce conclave qui se tient du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Après les quatre premières éditions organisées à Abidjan, l'Africa Agri Forum a décidé de s'ouvrir sur l'Afrique central en portant son choix sur la capitale gabonaise Libreville.



Forum Africa Agri à Libreville : Appel à mobiliser la jeunesse pour redynamiser les zones rurales africaines.

Les participants au Forum Africa Agri, ont appelé, mardi à Libreville, les gouvernements africains à mobiliser et associer la jeunesse pleine d'énergie pour redynamiser les zones rurales africaines.

Les participants ont plaidé également pour l'échange et le partage d'expériences afin de faire converger les actions de l'ensemble des acteurs de l'écosystème vers la matérialisation de la vision de développement économique de chacun des pays et du continent africain.

De même, ils ont invité à une mobilisation générale pour l'accélération de la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) par les divers pays de l'Union africaine (UA) face aux défis de l'urgente transformation agricole.

Les participants ont sollicité aussi l'UA à s'associer à l'Africa Agri Forum afin d'encourager la jeunesse africaine à intégrer le secteur de l'agriculture et d'organiser une concertation entre les secteurs public-privé.

Initié par l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, le Forum Africa Agri Forum se veut une plate-forme d'échanges entre les professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Nombre de panels ont été au menu de ce conclave qui s'est tenu du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des certificats aux exposants locaux venus présenter leurs produits de terroir et échanger avec des experts et professionnels du secteur en vue de trouver des opportunités de financement ou de nouer des partenariats.

Les organisateurs ont décidé d'organiser la prochaine édition du Forum Africa Agri également dans la capitale gabonaise Libreville.



ET LA PRESSE EN PARLE...



Africa Agri Forum: L'action de l'OCP Africa pour la promotion de l'agriculture en Afrique soulignée à Libreville

L'agriculture est l'avenir de l'Afrique vu son potentiel considérable et son rôle décisif pour lutter contre la pauvreté, favoriser la croissance de l'économie du continent et stimuler la création d'emploi, a affirmé, lundi à Libreville, Mohamed Benzekri, responsable de l'Afrique de l'ouest à OCP Africa.

Convaincu du potentiel agricole de l'Afrique, le groupe OCP, leader mondial sur l'ensemble de la chaîne de valeur du phosphate, a créé sa filiale OCP Africa en 2016 pour participer à la transformation de l'agriculture sur le continent, a souligné Benzekri, à l'ouverture de la 5^e édition de l'Africa Agri Forum.

L'action d'OCP Africa porte sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, de la mise en place de solutions fertilisantes adaptées aux sols et aux cultures, à la disponibilité des produits du groupe sur le marché en passant par la mise en place de programmes d'accompagnement et de formations aux bonnes pratiques agricoles pour les fermiers, a poursuivi Benzekri.

Et d'expliquer que l'approche d'OCP Africa repose sur l'utilisation de matières premières africaines et leur transformation sur le continent pour produire des engrais qui serviront les fermiers africains.

Initié par l-conférence, en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, le Forum se veut une plate-forme d'échanges réunissant plus de 400 professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Au programme de ce conclave de deux jours des panels sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Après les quatre premières éditions organisées à Abidjan, l'Africa Agri Forum a décidé de s'ouvrir sur l'Afrique central en portant son choix sur la capitale gabonaise Libreville.



Africa Agri-forum 2018 : le Gabon intéressé par le modèle de financement marocain

Libreville, 11 Décembre (AGP) – Le modèle de financement marocain de l'agriculture a récemment retenu l'attention des autorités gabonaises, car apprécié par les «agripreneurs» gabonais lors de sa présentation à la séance plénière consacrée au financement de l'Agriculture africain.

Selon les données des banques à ce jour, seulement 6% des agriculteurs africains ont accès aux prêts bancaires. Un pourcentage qui semble insignifiant face aux défis qui se présentent aux agriculteurs africains, afin de réduire l'enveloppe affectée à l'importation des produits alimentaires.

Pour certains participants au forum, la question de l'acquisition du foncier est l'une des principales raisons d'inaccessibilité des agriculteurs aux crédits alors que le modèle marocain, pour remédier à cette problématique, s'est inspiré d'un modèle innovant, lequel a permis de financer la totalité de l'Agriculture.

«Nous avons créé une institution de méso-crédit qui finance des exploitations agricoles qui ne peuvent pas produire des titres fonciers. (...) Donc avec la micro finance, la méso-finance et des banques classiques, nous finançons la totalité des projets viables qui présentent une certaine rentabilité», a expliqué le directeur du Domaine vert du groupe Crédit agricole, Mustapha Chehhar. Ajoutant que «Cette approche de financement est basée sur l'approche filière globale, sur la confiance sur 5 ans, sur la convention tripartite avec les grands opérateurs économiques, qui collectent la production et qui nous virent les recettes des agriculteurs sur nos comptes, pour prélever au moins 20% en remboursement. Et tout cela sécurise ! En fait, on peut financer toute l'agriculture, même si elle est risquée, si on a des mécanismes et une approche qui »dé risque« le financement, comme le disent les banquiers».

Au vu des opportunités que présentent ledit modèle, les autorités gabonaises envisagent élargir la connaissance sur le modèle marocain. «Nous en avons discuté avec le ministre gabonais de l'agriculture et il est très intéressé. On va avoir des échanges pour revenir au Gabon, afin de mieux expliquer ce modèle», a déclaré Mustapha Chehhar.

Il est à noter que c'est un modèle qui est déjà partagé dans plusieurs pays africains, anglophones et francophones et le groupe Crédit Agricole se dit être «prêt à le faire avec le Gabon». Même si certains agriculteurs pensent avoir plus besoin des services venant d'ailleurs que des financements, car disent-ils, «l'Agriculture apporte plus qu'elle ne reçoit de financement».

Durant les échanges en séance plénière, plusieurs propositions ont été faites afin de booster le secteur agricole. Il s'agit, entre autres, de la création d'une ou des zone (s) agricole (s), la défiscalisation de plusieurs produits agricoles, la mise en place d'un site de vente des produits des «agripreneurs» gabonais.



ET LA PRESSE EN PARLE...

InfoMédiaire
L'intermédiaire entre l'information et vous

Agriculture en Afrique : L'apport d'OCP mis en avant

Infomédiaire Maroc – L'agriculture est l'avenir de l'Afrique vu son potentiel considérable et son rôle décisif pour lutter contre la pauvreté, favoriser la croissance économique du continent et stimuler la création d'emploi, a affirmé, lundi à Libreville, Mohamed Benzekri, Responsable de l'Afrique de l'ouest à OCP Africa.

Convaincu du potentiel agricole de l'Afrique, le groupe OCP, leader mondial sur l'ensemble de la chaîne de valeur du phosphate, a créé sa filiale OCP Africa en 2016 pour participer à la transformation de l'agriculture sur le continent, a souligné Benzekri à l'ouverture de la 5^e édition du Forum Afric Agri.

OCP Africa travaille main dans la main avec les agriculteurs et les acteurs du secteur afin de définir leurs besoins et trouver les solutions adaptées pour libérer ce potentiel, le but est de passer d'une agriculture de subsistance vers une agriculture moderne, durable et créatrice de valeur, a-t-il ajouté.

L'action d'OCP Africa porte sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, de la mise en place de solutions fertilisantes adaptées aux sols et aux cultures, à la disponibilité des produits du groupe sur le marché en passant par la mise en place de programmes d'accompagnement et de formations aux bonnes pratiques agricoles pour les fermiers, a poursuivi M. Benzekri.

Et d'expliquer que l'approche d'OCP Africa repose sur l'utilisation de matières premières africaines et leur transformation sur le continent pour produire des engrais qui serviront les fermiers africains.



ET LA PRESSE EN PARLE...

Le modèle marocain en matière de financement des agriculteurs présenté à Libreville

Le modèle marocain innovant en matière de financement et d'accompagnement de toutes les catégories des agriculteurs dans le cadre du Plan Maroc vert a été présenté, récemment à Libreville, à l'occasion de la 5ème édition du Forum Africa Agri.

Intervenant dans le cadre d'un panel sur la recherche de nouveaux modèles de financement, le directeur du Domaine vert au Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), Mustapha Chehhar, a évoqué dans son exposé les réalisations positives du Plan Maroc Vert avec ses deux piliers, en l'occurrence l'agriculture performante et l'agriculture solidaire.

Il a exposé aussi le modèle innovant du GCAM qui accompagne toutes les catégories des agriculteurs au Maroc nonobstant la taille de leurs exploitations et même s'ils ne peuvent pas présenter des garanties réelles, notant que cette démarche se concrétise à travers trois canaux de financement adaptés, à savoir la banque classique, Tamwill el fellah (mesocrédit) et la Fondation ARDI pour la microfinance. Par ailleurs, rapporte la MAP, l'expert marocain a relevé que le GCAM a développé une approche innovante en matière de financement de la petite agriculture grâce notamment à un accompagnement de tous les maillons de chaque filière, le crédit Achamil et les conventions tripartites agriculteur, banque et grands opérateurs économiques.

Initié par l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'Agriculture, le Forum Africa Agri Forum se veut une plate-forme d'échanges entre les professionnels du secteur et décideurs autour des défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Nombre de panels ont été au menu de ce conclave qui s'est tenu du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Ce forum a offert aussi l'occasion à plusieurs exposants locaux de présenter leurs produits du terroir et d'échanger avec des experts et professionnels du secteur en vue de trouver des opportunités de financement ou de nouer des partenariats.

De même, OCP Africa a érigé un stand ouvert au public en vue de lui donner un aperçu sur les investissements et activités du groupe et ses expériences accumulées en Afrique.



Libreville : la transformation agricole en Afrique au centre du Forum Africa Agri

La transformation agricole en Afrique est au centre de la 5^e édition du «Forum Africa Agri» ouverte, lundi à Libreville, avec la participation de nombreux professionnels de secteurs et décideurs venus de plusieurs pays dont le Maroc.

Initié par l'Organisation pour l'Agriculture et le Développement Rural en Afrique (OCP Africa) et le ministère gabonais de l'agriculture, ce forum de deux jours se veut une plate-forme d'échange entre plus de 400 professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine, avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Ce conclave sera marqué par des panels sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Intervenant à l'ouverture de ce forum, le ministre gabonais de l'agriculture et de l'élevage, Biendi Maganga-Moussavou a relevé que l'agriculture africaine qui doit nourrir le continent, constitue le levier le plus sûr pour sortir l'Afrique de la pauvreté, notant que ce secteur en a le potentiel mais il faut y consacrer des ressources importantes. Et d'ajouter que le thème de cette édition : «transformation agricole, le défi africain», interpelle les gouvernements africains à prendre la pleine mesure de l'importance d'assurer ensemble une sécurité alimentaire et nutritionnelle panafricaine d'ici 2030, relevant que cet objectif passe par l'augmentation massive des productions agricoles et des changements transformationnels des systèmes alimentaires pour une prospérité partagée entre Africains d'abord et entre l'Afrique et les autres continents.

□ Lire aussi : La Commission parlementaire mixte Maroc-UE se félicite du vote positif de l'accord agricole au sein de l'AFET

Pour sa part, la Commissaire de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko a relevé l'importance d'assurer la sécurité alimentaire aux Africains à travers l'adaptation de l'agriculture aux besoins de la population, notant que le continent a pris connaissance de l'importance de ce secteur pour à la fois réduire la facture énorme des importations des produits agricoles et faire de ce secteur un nouveau créneau pour la création d'emploi aux jeunes.

Le groupe OCP, leader mondial sur le marché du phosphate et de ses dérivés, contribue à nourrir une population mondiale grandissante en fournissant des nutriments essentiels à la croissance des plantes. Il œuvre à la vision d'une agriculture durable et prospère en augmentant les rendements agricoles tout en préservant les sols.

Après les quatre premières éditions organisées à Abidjan, l'Africa Agri Forum a décidé de s'ouvrir sur l'Afrique centrale en portant son choix sur la capitale gabonaise Libreville.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de plusieurs membres du gouvernement gabonais, notamment le premier ministre Emmanuel Issoze Ngonde et des chefs de missions diplomatiques accrédités au Gabon, dont l'ambassadeur du Maroc à Libreville, Abdallah Sbihi.



L'accès au financement, principale entrave à la transformation de l'agriculture dans le continent

Le problème lié à l'accès au financement est la principale entrave se dressant devant la transformation de l'agriculture africaine en un secteur moderne et créateur de valeur, ont souligné lundi à Libreville des participants au «Forum Afric Agri».

D'après les panélistes, l'agriculture africaine demeure dans la majorité des cas de subsistance et familiale en raison de la taille assez réduite des terres cultivées, ce qui empêche la modernisation des modes de production et le déploiement des investissements pour promouvoir le secteur et le rendre rentable, ont estimé les panélistes lors des sessions consacrées à la transformation du secteur en Afrique.

A cet égard, la Commissaire de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko a souligné que l'agriculture est marginalisée en termes de mobilisation des ressources et de financement, notant que face à cette situation, les chefs d'État des pays africains ont lancé en 2003 la déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans laquelle ils se sont engagés à mettre en œuvre le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) à travers l'allocation de 10 pc des dépenses publiques pour le développement agricole et rural en vue d'atteindre un taux de croissance agricole moyen annuel de 6 pc.

Et d'ajouter qu'en 2014, à peine 10 pays africains ont pu mettre en œuvre ce programme et avoir 6 pc de croissance agricole, notant que dans le premier rapport biennal sur l'agriculture présenté en janvier 2018 à Addis Abeba, 20 pays seulement ont pu se conformer aux engagements pris à Malabo en 2014 pour la transformation de l'agriculture dans le continent notamment le Rwanda, le Mali, le Maroc.

Pour sa part, le ministre gabonais de l'agriculture et de l'élevage, Biendi Maganga-Moussavou a souligné que la transformation de l'agriculture requiert une volonté politique forte et constante, des réformes courageuses et un financement soutenu notamment dans la recherche et les infrastructures, notant que face à la problématique liée au manque de données sur le secteur et au faible accès au financement, le Gabon a décidé de se doter de statistiques fiables et actualisées au travers un recensement général de l'agriculture et de lancer des partenariats public-privé dans le cadre du plan Gabon vert.

De son côté, M. Hélder Muteia, Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale a souligné que 250 millions souffrent en Afrique de la faim dont 90 pc sont des agriculteurs, expliquant que les agriculteurs sont concentrés sur quelques produits comme le manioc, les arachides, ce qui n'assure pas la sécurité alimentaire des pays, outre les aléas des changements climatiques et la sécheresse qui frappe la plupart des pays.

▣ Lire aussi : Libreville : la transformation agricole en Afrique au centre du Forum Africa Agri

Et de relever que le manque de financement entrave le développement de la production, la modernisation des infrastructures et la commercialisation des produits qui doivent être diversifiés et adaptés aux besoins de la population, appelant à la modernisation des infrastructures, la résolution du problème du foncier pour susciter l'intérêt des établissements de financement et à l'implication du secteur privé pour pouvoir transformer le secteur dans le continent.

Quant à M. MBaye Papa Dialo dit Zator, ministre conseiller à la présidence-Sénégal, il a expliqué qu'au niveau de son pays, il fallait changer les paradigmes en apportant des réformes et des ressources nécessaires afin de développer le secteur agricole, citant dans ce sens l'adoption du «Plan REVA ou Retour Vers l'Agriculture» qui assigne pour objectif de fixer les populations notamment les jeunes et les femmes dans leurs terroirs et d'augmenter significativement la production agricole notamment celle horticole.

Il a dans ce sens mis l'accent sur l'importance du financement dans le secteur agricole, le transfert de technologie et l'adaptation de la production agricole au besoin de la population pour assurer la sécurité alimentaire et permettre à l'agriculture de devenir un secteur créateur de valeur.

Pour le représentant de la BAD, Masumbuko Robert, le financement de l'agriculture fait face à plusieurs entraves notamment le manque d'intérêt des établissements bancaires, les investissements conséquents que nécessite l'agriculture, outre le temps assez long du retour sur investissement, notant que la plupart des établissements financiers ne disposent pas de services dédiés à ce secteur, en plus du manque de visibilité dû à l'absence de données et de statistiques sur ce secteur.

Initié par l-conférence en partenariat officiel avec OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, le Forum Africa Agri Forum se veut une plate-forme d'échanges entre plus de 400 professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Plusieurs panels figurent au menu de ce conclave qui se tient du 10 au 11 décembre à Libreville, portant sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Après les quatre premières éditions organisées à Abidjan, l'Africa Agri Forum a décidé de s'ouvrir sur l'Afrique central en portant son choix sur la capitale gabonaise Libreville.



Libreville : La transformation agricole en Afrique au centre d'un Forum "marocain"

Infomédiaire Maroc – La transformation agricole en Afrique est au centre de la 5ème édition du « Forum Africa Agri » ouverte, ce lundi à Libreville, avec la participation de nombre de professionnels de secteurs et décideurs venus de plusieurs pays dont le Maroc.

Initié par le groupe marocain "I-conférence", en partenariat officiel d'OCP Africa et le ministère gabonais de l'agriculture, ce forum de deux jours se veut une plate-forme d'échange entre plus de 400 professionnels du secteur et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine, avec un focus particulier sur les enjeux de l'investissement, du financement et des partenariats publics privés.

Ce conclave sera marqué par des panels sur les défis de la transformation agricole en Afrique, la stimulation de l'investissement dans l'agriculture pour accélérer la transformation, les nouveaux modèles de financement de l'agriculture, l'innovation et la modernisation du secteur.

Intervenant à l'ouverture de ce forum, le ministre gabonais de l'agriculture et de l'élevage, Biendi Maganga-Moussavou a relevé que l'agriculture africaine qui doit nourrir le continent, constitue le levier le plus sûr pour sortir l'Afrique de la pauvreté, notant que ce secteur en a le potentiel mais il faut y consacrer des ressources importantes. Et d'ajouter que le thème de cette édition : « transformation agricole, le défi africain », interpelle les gouvernements africains à prendre la pleine mesure de l'importance d'assurer ensemble une sécurité alimentaire et nutritionnelle panafricaine d'ici 2030, relevant que cet objectif passe par l'augmentation massive des productions agricoles et des changements transformationnels des systèmes alimentaires pour une prospérité partagée entre Africains d'abord et entre l'Afrique et les autres continents.

Pour sa part, la Commissaire de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko a relevé l'importance d'assurer la sécurité alimentaire aux Africains à travers l'adaptation de l'agriculture aux besoins de la population, notant que le continent a pris connaissance de l'importance de ce secteur pour à la fois réduire la facture énormes des importations des produits agricoles et faire de ce secteur un nouveau créneau pour la création d'emploi aux jeunes.

Le groupe OCP, leader mondial sur le marché du phosphate et de ses dérivés, contribue à nourrir une population mondiale grandissante en fournissant des nutriments essentiels à la croissance des plantes. Il œuvre à la vision d'une agriculture durable et prospère en augmentant les rendements agricoles tout en préservant les sols.

Après les quatre premières éditions organisées à Abidjan, l'Africa Agri Forum a décidé de s'ouvrir sur l'Afrique centrale en portant son choix sur la capitale gabonaise Libreville.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de plusieurs membres du gouvernement gabonais, notamment le premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et des chefs de missions diplomatiques accrédités au Gabon, dont l'ambassadeur du Maroc à Libreville, Abdallah Sbihi.

SAVE THE DATE

**AFRICA AGRI FORUM
2019**

24, 25 OCTOBRE

LIBREVILLE

www.i-conferences.org

Suivez nous sur [i-conférences tv](#) 